

Unité départementale de l'Aisne  
10 rue de Mayenne  
Cité administrative  
02200 Soissons

Soissons, le 05/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RICHET S.A.**

10 rue de Marle  
02250 Tavaux-Et-Pontséricourt

Références : RIC25-349\_Rinsp  
Code AIOT : 0005105900

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement RICHET S.A. implanté 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est consécutive à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence et a pour objectif principal de faire le point sur l'évacuation des déchets en cause lors de l'accident du 2 juillet dernier et des matières combustibles.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RICHET S.A.
- 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt
- Code AIOT : 0005105900

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes concentrations en vue de la vente notamment au grand public.

L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javel.

Le site est classé à autorisation Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4510.

Par arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 15/07/2025, l'activité du site a été suspendue.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Evacuation des déchets résultant de l'accident	AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Evacuation des matières combustibles	AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suspension de l'activité	AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 1	Sans objet
4	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 3.1	Sans objet
5	Surveillance du site	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-73	Sans objet
6	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site est suspendue, seuls trois salariés sont présents pour la gestion des évacuations exigées à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.

L'évacuation des déchets et des matières combustibles s'organise et est en cours.

Selon les données de l'exploitant, les déchets en cause dans l'accident du 2 juillet dernier seront évacués le jeudi 7 août prochain et l'ensemble des matières combustibles le 8 août à l'exception des matières premières pour la fabrication des pastilles prévues à l'enlèvement semaines 33/34. Si ces échéances ne sont pas respectées, l'exploitant s'exposera à des sanctions administratives et pénales.

Le rapport d'accident réalisé par l'exploitant a été transmis à l'inspection même si certains points auraient mérités d'être davantage explicités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suspension de l'activité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suspension
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement, propriété de la société RICHET, à Tavaux-et-Pontséricourt, est suspendue à compter de la signature de cet arrêté. Cette disposition fait suite à l'accident survenu le 2 juillet 2025 sur le site. La société Richet prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés par l'article L. 511- 1 du code de l'environnement durant la période de suspension. L'exploitation de l'installation classée susvisée pourra reprendre sous réserve de respect des dispositions de l'article 3 du présent arrêté. L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées 48h minimum avant sa remise en exploitation.
<b>Constats :</b>  La suspension de l'activité est effective.  Le jour de la visite, toutes les machines sont à l'arrêt.  Seuls trois salariés sont présents, une secrétaire, un cariste et le responsable de site. Tous les trois œuvrent uniquement dans le cadre de l'évacuation des déchets et matières combustibles du site.  L'exploitant explique que le reste du personnel a été placé en congés, pas de chômage technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Evacuation des déchets résultant de l'accident

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès notification de l'arrêté, l'exploitant est tenu sous 3 jours d'évacuer les déchets résultant de l'accident du 2 juillet 2025, et de justifier de leur élimination dans les filières agréées.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été signé le 15/07/2025 et notifié par mail le jour même à l'exploitant. Toutefois, celui-ci n'ayant pas activé l'accusé de réception sollicité, cet acte lui a été remis en mains propres le 24 juillet 2025 par les forces de l'ordre de Charente au siège de son site de Mansle-les-Fontaines.

La visite d'inspection a débuté par une visite des installations durant laquelle l'inspection a pu constater que l'évacuation des différents stockages de matières premières, de produits finis et de déchets s'organise et est en cours.

Concernant les déchets résultant de l'accident du 2 juillet dernier, ceux-ci sont entreposés à l'intérieur du bâtiment 1 (eaux d'extinction incendie avec émulseur, cailloux souillés, déchets de pastille de javel, boues chlorées et Trichloro), sur une zone délimitée par de la rubalise. L'exploitant indique qu'ils représentent 18 tonnes au total.

Par mail du 25/07/2025 adressé à l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche d'identification préalable pour chacun de ces déchets.

Selon l'exploitant, leur évacuation est programmée par le prestataire METOSTOCK le jeudi 7 août lequel procédera également à l'évacuation des déchets entreposés dans le bâtiment 3.(3 tonnes). Par mail du 01/08/2025 envoyé à l'inspection, l'exploitant a transmis le mail du prestataire METOSTOCK indiquant que l'enlèvement des déchets pouvait se faire le 7 août 2025 et souhaitant une confirmation de l'exploitant sur la date proposée.

Bien que le délai fixé à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence soit échu, leur évacuation étant préparée et programmée, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de suite sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demande n°1 :

L'exploitant justifiera de l'enlèvement effectif des déchets le 7 août prochain. Il joindra à son envoi les éléments permettant de justifier de leur élimination dans des filières agréées. Le cas échéant, des sanctions administratives et pénales seront proposées à l'encontre de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 7 jours**N° 3 : Evacuation des matières combustibles****Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Evacuation**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu d'évacuer l'ensemble des matières combustibles de son site (déchets, matières premières combustibles, produits finis solides, emballages plastiques), dans des filières appropriées, sous 15 jours à compter de la signature du présent arrêté.

## **Constats :**

La visite d'inspection a débuté par une visite des installations durant laquelle l'inspection a pu constater que l'évacuation des différents stockages de matières premières, de produits finis et de déchets s'organise et est en cours.

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un état des stocks à date de l'inspection, il explique être mobilisé sur la gestion des évacuations attendues mais il estime qu'il reste de l'ordre de 5% de matières combustibles par rapport au stockage observé lors de la visite du 3 juillet dernier.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de :

### Bâtiment 1 :

- 15 tonnes de produits finis d'eau de javel à 9.6%
  - 15 tonnes (10-15) palettes de bouchons plastiques et bidons vides
  - 2 palettes de colorant pour les bidons
  - dans la mezzanine (gauche/entrée du bâtiment) : environ 20 palettes de cartons
  - 18 tonnes de déchets sur zone balisée (pastilles, cailloux et boues souillés et eaux d'extinction)
  - la cuve C7 avec 20 tonnes d'eau de javel à 2.6%
  - 15 palettes de bouchons, cartons et pots vides
  - dans la zone de production, l'équivalent de 3 palettes de cartons et une extrudeuse remplie depolyéthylène en pastille
- A noter que la mezzanine de droite par rapport à l'entrée du bâtiment est vide.

### Bâtiment 2 :

- 50 tonnes de matières premières pour la production de pastilles

### Bâtiment 3 :

- 3 tonnes de déchets (pastilles)
- la cuve C5 avec 8 tonnes d'eau de javel à 2.6%
- 15 palettes depolyéthylène, films plastiques, bouchons et cartons

### Concernant le bâtiment 4 :

- environ 25 palettes de cartons
- 3 palettes de bidons vides

Cour :

- une remorque de camion pleine de cartons / bidons (pas de chiffres précis)
- entre 150 et 200 palettes de bidons vides
- environ 200 palettes vides

L'exploitant explique que de nombreuses palettes de matières combustibles seront évacuées le vendredi 1er août ou le lundi 4 août et annonce que l'ensemble des matières combustibles devrait être évacué pour le vendredi 8 août prochain. (Prévision confirmée dans son mail du 01/08/2025 envoyé à l'inspection)

Selon l'exploitant, l'enlèvement des 50 tonnes de matières premières pour la fabrication des pastilles est programmé semaines 33/34. (Prévision confirmée dans son mail du 01/08/2025 envoyé à l'inspection)

Bien que le délai fixé à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence soit échu, compte-tenu de l'enlèvement effectif de matières combustibles et de la programmation de l'évacuation des matières combustibles restantes, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de suite sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°2 :

L'exploitant doit justifier auprès de madame la préfète de l'enlèvement du site de toutes les matières combustibles au 8 août 2025 au plus tard à l'exception des 50 tonnes de matières premières du bâtiment 2 pour lesquelles il devra justifier de leur évacuation fin de semaine 34 au plus tard. Le cas échéant, des sanctions administratives et pénales seront proposées à l'encontre de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 21 jours

**N° 4 : Rapport d'accident**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'accident

**Prescription contrôlée :**

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur l'accident survenu le 2 juillet 2025 sur son site de Tavaux-et-Pontséricourt.

Ce rapport précise notamment :

- les circonstances de l'accident,
- la description chronologique précise des faits lors de l'accident,
- les causes de l'accident (analyse de l'origine des différents dysfonctionnements et de l'enchaînement des événements),
- la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement,
- les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation ...),
- la présentation des mesures techniques et organisationnelles existantes sur l'installation concernée par l'accident,
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité et/ou la gravité des effets associés,
- un échéancier de mise en œuvre des mesures techniques et/ou organisationnelles éventuellement prévues,
- la justification de la mise en œuvre des nouvelles mesures éventuelles.

Le rapport d'accident et notamment les éléments relatifs à l'identification des causes de l'incident et les mesures prévues en conséquences, est complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

#### **Constats :**

Par mail du 15/07/2025 adressé à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport d'accident qu'il a établi.

L'inspection fait remarquer à l'exploitant que les parties du rapport relatives aux causes profondes et enseignements tirés/ améliorations de la sécurité n'ont pas été approfondies notamment concernant les causes profondes, la non-gestion des déchets dangereux issus des pastilles de javel n'est pas abordée. Pour ce qui concerne les enseignements tirés/ améliorations de la sécurité, l'exploitant n'a fait que cocher les différents axes d'améliorations sans en donner le moindre détail, par exemple il a coché "Renforcement des moyens matériels de protection" sans préciser ensuite ce qu'il compte mettre en place.

Compte-tenu de la suspension de l'activité et de la priorité donnée à l'évacuation des déchets et matières combustibles, l'exploitant sera amené à compléter ses points avant toute reprise de l'activité. (Les sujets étant à priori communs aux attentes de l'administration formulées à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.)

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Surveillance du site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-73

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

Lorsqu'une installation a fait l'objet d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, l'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de



<p>l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes ainsi que des animaux se trouvant dans l'installation.</p> <p>A défaut pour l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 171-8.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'une fois les évacuations terminées, la surveillance du site sera assurée pour le mois d'août du lundi au vendredi de 9h à 17h par la présence a minima d'un salarié.</p> <p>L'exploitant explique qu'il ne sait pas pour le mois de septembre et que cela dépendra de sa décision quant à l'avenir du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande n°3 :</u></p> <p>L'exploitant informera madame la préfète <b>au 31 août 2025 au plus tard</b>, des mesures mises en place pour assurer la surveillance du site à compter du 1er septembre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Cessation d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cessation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant prendra sa décision quant à l'avenir du site en septembre prochain.</p>

Si celle-ci s'oriente vers une fermeture du site, l'exploitant prendra toutes les dispositions pour procéder à une cessation d'activité conforme aux dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite